

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 04/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GREIF FRANCE SAS

Chemin du Gord
B.P. 181
76120 LE GRAND-QUEVILLY

Références : UDRD.2023.07.R.32
Code AIOT : 0005800570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/07/2023 dans l'établissement GREIF FRANCE SAS implanté chemin du Gord - BP 181 - 76120 LE GRAND-QUEVILLY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 06 juillet 2023, l'inspection des installations classées est avertie par la préfecture de la Seine-Maritime de la survenance d'un accident sur le site de GREIF impliquant de l'isothiocyanate de méthyle. L'objectif de cette visite réactive a été de comprendre la situation sur place et définir les modalités de traitement de l'incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GREIF FRANCE SAS
- chemin du Gord - BP 181 - 76120 LE GRAND-QUEVILLY
- Code AIOT : 0005800570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité principale de l'exploitant est la production de fûts métalliques et de contenants plastiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- compréhension des événements impliquant l'isothiocyanate de méthyle
- modalités de stockage du produit dangereux et de son renvoi

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 7.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 07 juillet 2023, objet du présent rapport, l'inspection des installations classées formule 3 demandes à l'exploitant, à savoir d'être informée sur le renvoi des fûts incriminés vers la société ARKEMA, informée sur les résultats d'analyse de tous les prélèvements effectués suite à l'incident et réceptionner le rapport d'incident le 15 septembre au plus tard.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 2.51
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 06 juillet 2023, l'inspection des installations classées est avertie par la Préfecture de la Seine-Maritime de l'occurrence d'un accident sur le site de la société GREIF par la projection probable d'isothiocyanate de méthyle (MITC) sur le pantalon d'un salarié. Le fût susceptible de contenir ce produit ferait parti d'un lot d'une quinzaine de fûts stockés par erreur sur le site. Au matin du 07 juillet 2023, l'inspection des installations classées s'est rendue sur site afin d'en comprendre les causes.</p> <p>Pour élément de contexte, la société GREIF n'est pas autorisée à stocker plus de 1,5 kg de ce type de produit, dont la quantité seuil haut (SEVESO) au sens de l'article R. 511-10 est fixé à 150 kg.</p> <p>Les 15 fûts incriminés font parti d'un lot de 159 fûts non conformes que la société GREIF a vendu à la société ARKEMA (basée dans les Landes) en août 2022. Ces fûts, présentant de légers défauts sur leur peinture et réputés vides, ont été retournés début juillet 2023 auprès de GREIF. C'est lors du déplacement de l'un des 15 fûts conditionnés différemment et présentant une date de production différente des 144 autres qu'un employé de la société GREIF a reçu une projection de liquide sur son pantalon. La société GREIF a alors pris l'attache d'ARKEMA afin de déterminer le contenu de ces fûts supposés vides, ce que cette société a annoncé être possiblement de l'isothiocyanate de méthyle.</p> <p>Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées a rencontré un expert missionné par la société ARKEMA afin de réaliser une levée de doute sur le contenu de ces 15 fûts.</p> <p>Il s'est avéré que sur les 15 fûts suspects, 9 présentaient du liquide, possiblement de l'eau de pluie selon l'exploitant. Les autres, stockés tête en bas (position normale de stockage quand ils sont neufs) ont été déclaré vides. L'expert ARKEMA n'a été en mesure de réaliser de prélèvement que sur l'un de ces 9 fûts, les liquides étant à un niveau trop faible et la canne de prélèvement étant trop courte. Le liquide ainsi prélevé était alors incolore et présentait un pH compris entre 6 et 7. Un autre fût présentait toutefois une odeur caractéristique d'isothiocyanate de méthyle. Une explication pourrait être l'introduction d'une petite quantité dans un fût placé sous la ligne de conditionnement sur le site d'ARKEMA avant leur retrait.</p> <p>L'exploitant GREIF a demandé à ARKEMA la mise à disposition d'un conseiller à la sécurité transport afin de programmer le renvoi des fûts contenant des liquides. Le 20 juillet 2023, la société GREIF avait réceptionné 9 sur-fûts destinés à contenir les fûts suspects pour leur retour auprès d'ARKEMA.</p> <p><u>Demande n° 1</u> : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'intégralité des rapports d'analyses correspondants aux prélèvements effectués sur les fûts contenant du liquide dès leur réception par ce dernier avant le 15 septembre 2023.</p>

Demande n° 2 : l'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées des conditions et des étapes de renvoi des 9 fûts susceptibles de contenir de l'isothiocyanate de méthyle vers la société ARKEMA avant le 15 septembre 2023.
Demande n° 3 : l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées pour le 15 septembre dernier délai un rapport d'incident dont le contenu est précisé à l'article 2.5.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation du 23 décembre 2009.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2009, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou mobile (cuve, container, citerne routière, ...) contenant un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a été en mesure de fournir immédiatement à l'inspection des installations classées la fiche de données de sécurité (FDS) du produit mis en cause et dénommé "EKALAND MITC CRD".</p> <p>Les conditions de stockage de ce produit dangereux composé d'isothiocyanate de méthyle sont les suivantes : "conserver dans un endroit sec, frais et bien ventilé. Stocker à l'abri de l'humidité et de la chaleur. Stocker à l'abri de toute source d'ignition. Prévoir mise à la terre et matériels électriques utilisables en atmosphère explosive."</p> <p>Ces recommandations de stockage ont été doublées par un courrier électronique du producteur du produit ARKEMA en date du 07 juillet 2023 ajoutant que les fûts doivent être mis "sur rétention à l'abri du soleil et idéalement des intempéries."</p> <p>Ce même jour, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées des photos confirmant le stockage des 9 fûts contenant des liquides selon les recommandations précédemment citées avec l'apposition d'un étiquetage adapté au produit susceptible d'être contenu, dans l'attente de leur départ pour l'entreprise ARKEMA.</p>
Type de suites proposées : Sans suite